

L'Algérie met le cap sur l'Afrique

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4036 - Ven. 2 - Sam. 3 décembre 2016 - Prix : 10 DA

Décès d'Amar Ezzahi

Imposantes funérailles populaires pour le maître du chaâbi

Page 24

Benghebrit annonce un aménagement du calendrier du Bac

Début des épreuves à 9h et deux matières par jour

Page 2

Les candidats par la grâce des sondages

Par Mohamed Habili

Pour l'heure en France, la tendance dominante chez tout candidat à l'élection présidentielle de l'année prochaine est de se montrer plus à droite que ses concurrents dans son propre camp, pour ceux bien sûr qui n'ont pas encore été choisis pour représenter le leur. A gauche, il y a des exceptions néanmoins, au sein même du parti socialiste, en la personne notamment d'Arnaud Montebourg, mais de façon plus marquée encore à la gauche de la gauche. Mais, pour ce qui est de la formation dominante, le PS, il semble que plus on est à droite, plus on a de chance de remporter la primaire, prévue pour le début de 2017, un trait commun avec la droite toutes tendances confondues. François Hollande s'étant résolu à ne pas briguer sa propre succession, tout de même une première dans la 5e République, tous les regards se portent sur Manuel Valls, son Premier ministre, qui s'est empressé de voir dans ce retrait la marque d'un homme d'Etat, comme la personnalité la plus à même de représenter le "socialisme de gouvernement". La particularité de Valls, c'est qu'il est tellement à droite que la question se pose depuis longtemps de savoir s'il reste quand même de gauche. Il est considéré comme plus à droite que le président sortant, qui lui déjà n'a guère la réputation d'un gauchiste. Or même dans le cas où Valls gagne la primaire de son parti, il ne sera pas le seul candidat à gauche, contrairement au candidat de la droite classique, François Fillon, qui lui s'étant largement imposé face à ses concurrents sera seul à représenter sa famille politique. **Suite en page 3**

Ouverture hier à Alger du premier congrès du MPA

Benyounès prône des réformes économiques en profondeur



«Le statu quo c'est le FMI et non la souveraineté nationale», a déclaré, hier à Alger, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien, Amara Benyounès, lors de l'ouverture du premier congrès du parti. Selon lui, de profondes réformes économiques, même radicales, s'imposent plus que jamais pour un réel développement du pays. **Page 2**

Le Brent à plus de 53 dollars après l'accord de l'Opep

Soulagement pour la santé financière de l'Algérie ?

Page 3

7^e Festival international du cinéma d'Alger «The birth of a nation» projeté en ouverture

Page 13

Ouverture hier à Alger du premier congrès du MPA

Benyounès prône des réformes économiques en profondeur

■ «Le statu quo c'est le FMI et non la souveraineté nationale», a déclaré, hier à Alger, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien, Amara Benyounès, lors de l'ouverture du premier congrès du parti. Selon lui, de profondes réformes économiques, même radicales, s'imposent plus que jamais pour un réel développement du pays.

Par Yacine Djadel

Le parti du Mouvement populaire algérien (MPA), dirigé par Amara Benyounès, a ouvert officiellement, hier à Alger, son premier congrès national. Événement majeur pour le parti, lors duquel pas moins de 1 392 de ses représentants à travers les 48 wilayas étaient présents à l'hôtel Hilton, lieu où s'est déroulée la rencontre. 70% de l'audience sont composés de jeunes, en plus d'une forte participation féminine. Plusieurs personnalités politiques, telles que A. Ouyahia du RND et Ould Abbès du FLN, ont pris part à la manifestation, ainsi que la présence d'une délégation étrangère. La réorganisation interne du parti, la fixation de ses membres suivant leur propre statut, ainsi que la définition du nouveau programme politique, ont été à l'ordre du jour. Une occasion d'effectuer également une sorte de bilan de ses nombreuses activités sur la scène politique. A ce propos, avant d'invoquer tout nouveau projet ou activité politique dans le programme du MPA, Amara Benyounès a insisté pour mettre en contexte la tenue du congrès de son parti et ce, en rappelant la conjoncture, politique et socio-économique surtout, que traverse actuellement le pays. «De réelles réformes économiques de fond sont plus que jamais impératives pour le développement du pays, car les Algériens ont le droit de connaître la vérité. Le statu quo c'est le FMI et non la souveraineté nationale. On ne



Ph/E. Soraya/L.A.

peut plus attendre car la politique de l'attente et des reports pour de vraies réformes mèneront le pays au chaos si l'on continue ainsi», a-t-il fustigé. Pour lui, la gestion publique de l'Etat pour constituer une économie nationale n'a plus de sens et ne représente plus de solution. Il faut plutôt ouvrir le champ à l'investissement du privé et ne laisser au gouvernement que la partie politique. «L'Etat doit faire de l'entreprise un pivot en la plaçant au cœur de l'économie nationale. Pour cela, des mesures radicales doivent être opérées, à commencer pour les conditions à l'investissement des capitaux privés», a-t-il souligné. Ainsi, faire face à la chute des prix du pétrole impactant sérieusement les caisses de

l'Etat qui, d'après le secrétaire général du MPA, a déjà privé l'Algérie de 70% de ses revenus, il faudra favoriser le terrain pour la création de richesses économiques en se basant sur une stratégie nationale moderne. «Nous avons tout. L'Algérie est riche sur tous les plans. Il est vrai que de par le passé de mauvais choix ont été faits par certains responsables qui font qu'aujourd'hui nous n'avons pas pu développer une économie indépendante des hydrocarbures comme l'ont fait d'autres pays. Mais maintenant on doit réagir, sinon ce sera la crise inévitable», a-t-il ajouté. Ce qui pourra apporter un changement conséquent pour l'Algérie, selon les explications d'Amara Benyounès, ce

sont des décisions courageuses que les tenants actuels du gouvernement doivent prendre dans l'intérêt de tous. Du côté des citoyens, c'est la redéfinition du système éducatif algérien qui doit être entièrement revu pour la modernisation du pays.

Pour «une réforme radicale» de l'école algérienne

A une époque où les évolutions socio-économiques des pays du monde sont soumises à un rythme vertigineux, il serait impossible pour l'Algérie de se rattraper à l'échelle internationale pour ce qui est de son développement, et ce, sans recourir à la réforme radicale de son système

éducatif. Ainsi, selon le SG du Mouvement populaire algérien, la modernisation de l'école algérienne est plus que vitale. Pour cela, le parti propose dans son programme diverses perspectives en vue de restructurer l'éducation, qui pour lui est la base d'une nation. «Nous voulons une école qui forme des citoyens et non des militants, une école ouverte sur le monde avec des valeurs universelles permettant au gens d'avoir un esprit d'analyse et de critique. Revoir intégralement la profession de l'enseignant pour instaurer de nouvelles valeurs portant sur la modernité de la pensée», a-t-il affirmé. C'est uniquement par cette voie que le citoyen algérien pourra contribuer à l'économie du pays. Par un emploi adéquat à la formation reçue. Eriger le système éducatif du pays au premier rang est une priorité que l'Etat doit réaliser. Par ailleurs, revenant sur les prérogatives du parti, Benyounès a lancé un appel à toute la jeunesse algérienne à croire en l'unité du pays et à la possibilité d'exercer la démocratie, la liberté d'expression politique pour tous ceux qui veulent faire entreprendre cette voie. S'exprimant sur la place de l'Algérie dans la lutte antiterroriste, il a estimé que les postions algériennes ont fait preuve de grande diplomatie, car c'est tout le monde qui a retenu la leçon du passé. Pour rappel, le congrès se poursuit aujourd'hui au Village des artistes de Zeralda, à Alger, lors duquel la réorganisation interne des membres du parti sera connue du grand public. Y. D.

Benghebrit annonce un aménagement du calendrier du Bac

Début des épreuves à 9h et deux matières par jour

En réponse aux inquiétudes soulevées par les élèves, le Bac se déroulera finalement en 5 jours et non pas comme annoncé précédemment par Nouria Benghebrit, c'est-à-dire en 3 jours. Ce retour à l'ancienne formule est une bonne nouvelle pour les candidats inscrits pour la session 2017. Il est aussi question, selon la ministre de l'Education, que les candidats auront deux matières par jour au lieu de trois. Evoquant les mesures prises au profit des candidats au baccalauréat lors d'une rencontre avec les élèves du lycée sportif de Kouba, la première responsable du secteur a fait savoir que le nombre des matières prévues lors des examens du baccalauréat a été réduit à deux par jour au lieu de trois et que les examens débiteront à 9h au lieu de 8h. Il a été décidé de prolonger la pause entre deux examens à 1h30 au lieu de 30 mn et de réduire de 30 mn la durée de chaque examen en attendant de conformer ce dernier aux nouveaux horaires, a

indiqué la ministre. Pour accompagner les élèves et leur assurer toutes les conditions de réussite notamment ceux des classes d'examen, des adresses électroniques seront créées pour leur faciliter l'accès au site de l'Office national d'enseignement et de formation à distance (Onefd) qui propose des cours de soutien gratuitement. Lors de cette rencontre à laquelle ont pris part des cadres et des inspecteurs du secteur, M^{me} Benghebrit a noté les propositions et préoccupations des élèves, notamment celles liées à l'aspect pédagogique. La ministre a rappelé, dans ce cadre, les réformes adoptées concernant l'organisation des examens du baccalauréat qui seront progressivement appliquées, notamment en ce qui concerne l'évaluation continue. M^{me} Benghebrit a appelé les élèves à «se référer uniquement au site électronique officiel du ministère de l'Education» et à ne pas prendre en compte les informations publiées par d'autres sites. Concernant la réduction de

la durée des vacances, la ministre a réaffirmé que l'objectif consistait à atteindre 34 semaines d'études au lieu de 26 actuellement, indiquant que le système actuel (26 semaines) a des répercussions négatives, notamment la hausse du taux d'échec à l'université en raison du non parachèvement des programmes des classes d'examen.

Des mesures sévères contre les fraudeurs

La triche au baccalauréat fait malheureusement partie des programmes scolaires. Chaque année elle se répète. On se souvient des écarts ayant engendré colère et indignation, lors des derniers examens. Un scandale qui a imposé une éprouvante seconde session à un peu plus de 500 000 candidats. Pour cette année, le ministère de l'Education entend anticiper cette fraude. Nouria Benghebrit est revenue sur le sujet, avertissant que son département appliquera «rigoureusement» les

mesures d'interdiction de passer les épreuves du baccalauréat pour tout candidat se rendant coupable de fraude à cet examen. En effet, la première responsable du secteur a affirmé, jeudi à Alger, que le ministère prendra des mesures rigoureuses contre toute tentative de triche à l'examen du baccalauréat, allant jusqu'à une exclusion contre les candidats qui se rendent coupables de fraude. «L'interdiction est de cinq années pour les candidats scolarisés et de 10 ans pour les candidats libres», a expliqué M^{me} Benghebrit pour qui «ces mesures donneront à réfléchir aux candidats qui seraient tentés de frauder». «1 000 postulants au baccalauréat surpris en possession du téléphone mobile en classe d'examen ont été éliminés l'année dernière», a-t-elle fait savoir, rappelant les mesures adoptées par le ministère pour la session 2015, afin d'assurer le bon fonctionnement et la crédibilité des examens nationaux en sensibilisant notamment les

parents à l'effet de mettre en garde leurs enfants contre les risques découlant de la fraude. «A l'avenir, les sujets du baccalauréat seront basés sur la compréhension et non sur la mémorisation tel qu'il est de vigueur actuellement», a soutenu M^{me} Benghebrit, précisant que cet état de fait encourageait certains candidats à tricher. Elle a ajouté que son département ministériel adoptera des mesures organisationnelles dont la sécurisation du site de l'Office national des examens et concours (Onec) pour faire échec à toute tentative de fraude, outre la mise en place d'appareils de brouillage au niveau des centres d'examen et l'affichage des objets interdits en classe d'examen. «La lutte contre la fraude dans ce contexte de progrès technologiques fulgurant est une bataille inégale, et quels que soient les moyens de dissuasion mis en œuvre il subsistera toujours quelques aventuriers», a encore estimé M^{me} Benghebrit.

Meriem Benchaouia

Le Brent à plus de 53 dollars après l'accord de l'Opep

Soulagement pour la santé financière de l'Algérie ?

■ Après l'accord de l'Opep, les prix du pétrole ont connu une importante hausse en dépassant les 54 dollars, ce qui constitue un soulagement pour plusieurs pays touchés par la chute des cours de l'or noir, dont l'Algérie. Cependant, une légère baisse a été enregistrée hier, en attendant le respect de la réduction de la production par les Etats concernés.

Par Nacera C.

Après une montée spectaculaire des cours du pétrole ce jeudi à 54 dollars en fin d'échanges européens, soutenus par l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour limiter la production de ses membres et de ses partenaires, les prix ont connu une baisse hier matin de 0,8% pour atteindre les 53,52 dollars par rapport à la clôture de jeudi.

Cette légère baisse en 24 heures, après l'envolée des prix du pétrole après la réunion de l'Opep à Vienne qui a adopté l'accord d'Alger, est due aux craintes manifestées par les grands producteurs qui vont appliquer l'accord de l'Opep et la Russie pour la réduction de la production au moment où les investisseurs se sont dirigés pour récolter les bénéfices suite à la montée spectaculaire qu'a connue le prix du brut qui a atteint 54,36 dollars le baril. Il s'agit de son plus haut niveau depuis 16 mois, tandis que le baril de WTI valait au même moment 51,72 dollars, au plus haut depuis plus d'un mois.

Après l'annonce faite par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, mercredi dernier, la Russie, qui n'est pas membre de l'Opep mais premier gros producteur mondial non-Opep, a confirmé être prête à réduire sa production de pétrole de 300 000 barils par jour en 2017.

Jeudi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en

février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 54,28 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2,44 dollars par rapport à la clôture de mercredi.

Cette montée importante, suivie d'une légère baisse hier, intervient après que les membres de l'Opep sont parvenus à un accord pour une réduction substantielle de sa production de pétrole à 32,5 millions de barils/jour, une première depuis huit ans, en approbation de la proposition algérienne pour mettre en œuvre l'accord d'Alger afin d'accélérer le retrait des stocks et de rééquilibrer le marché pétrolier. L'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017, selon le président de l'Opep, Mohamed Saleh Al Sada, qui a affirmé lors d'une conférence de presse que cette décision intervient pour aider l'industrie pétrolière à revenir à l'investissement et pour sécuriser l'offre sur le moyen et long terme. Il a affirmé, dans ce sens, que la durée de cet accord sera de six mois renouvelables pour prendre en considération les conditions du marché et ses perspectives.

Il est à rappeler que tous les pays du cartel, à l'exception de l'Iran, du Nigeria et de la Libye, doivent baisser leur niveau de production. Ce n'est pas tout puisque l'Iran pourra augmenter sa production de 90 000 barils par jour au cours des six premiers mois de l'année 2017.

L'Arabie saoudite, qui avait il y a quelques mois conditionné la baisse de sa production à un acte similaire à l'Iran, a finale-



ment changé de position et accepte de reculer sa production de 486 000 barils par jour.

Pour l'Algérie, elle va réduire sa production de 50 000 barils par jour pour atteindre un niveau de 1,039 million de barils par jour en janvier.

Il est à noter que dans plusieurs déclarations le ministre de l'Énergie, Nourreddine Bouterfa, soutenait qu'un prix juste de pétrole ne peut être de moins de 50 dollars le baril. C'est d'ailleurs le prix de référence sur lequel a été basé la loi de finances 2017, adoptée récemment par la chambre basse du Parlement. Ainsi, les premiers indices font état d'une amélioration des prix comme souhaité par l'Algérie qui a fait de grands efforts pour l'aboutissement de l'accord d'Alger et puis son adoption par la réunion de Vienne, mercredi dernier. Cependant, les prix du pétrole restent instables et

l'époque d'un baril à plus de 100 dollars semble révolue. En attendant une vraie diversification de l'économie, le gouvernement avait opté pour quelques mesures, notamment fiscales, introduites dans le cadre de la loi de finances 2017 : le gel des projets jugés «non urgents», le gel du recrutement dans la Fonction publique, la réduction des importations et autres mesures. Il faut savoir qu'en dehors des effets de l'accord de l'Opep et le probable rééquilibrage des marchés, il y a la production du pétrole de schiste par les Etats-Unis qui aura ses incidences sur la limitation de la hausse des prix. D'autre part, pour s'assurer d'une hausse des prix du pétrole, le respect de l'accord par les pays de l'Opep est une condition incontournable. Une autre réunion est prévue prochainement à Doha. **N. C.**

Marché de change

Sellal annonce une série de mesures pour la relance

De nouvelles mesures sont arrêtées par la Banque d'Algérie pour l'organisation et la relance du marché de change en Algérie, indique le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui en a fait l'annonce. En l'absence de mise en place de bureaux de change officiels, annoncée depuis des années, le change en noir est aujourd'hui le seul moyen pour l'Algérien d'avoir des devises pour voyager. Il était temps de créer ces bureaux de change dans le but de lutter contre le marché informel de la devise. Lors d'une séance de questions orales à l'APN, le Premier ministre a tenu à rappeler, dans une réponse lue par la ministre des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia, que les mesures réglementaires visant à organiser le marché de

change des devises, notamment en ce qui a trait à la création de bureaux de change. Il a indiqué, à ce propos, que la Banque d'Algérie jouait un rôle «primordial» dans ce domaine en veillant à orienter et contrôler les opérations de répartition des crédits et à gérer les engagements financiers vis-à-vis de l'étranger, en sus de la régulation du marché de change dans le but de réunir les meilleures conditions à une croissance rapide de l'économie et la réalisation de la stabilité monétaire aux plans interne et externe. Il a souligné également le contenu du règlement n°95-08 de la Banque centrale, en date du 23 décembre 1995, relatif au marché de change et en vertu duquel a été créé le marché interbancaire où interviennent les institutions financières, les

banques et les médiateurs agréés chargés de fixer les tarifs de change. D'autre part, le Premier ministre a précisé que le système de convertibilité du dinar actuel a été mis en place «de manière progressive, en veillant à l'évolution de la situation financière extérieure du pays et, en particulier la balance des paiements externes». S'agissant des lignes directrices prévues par la Banque d'Algérie et relatives aux opérations de convertibilité du dinar pour ce qui est des allocations à l'éducation, la santé et les voyages au profit des familles, celles-ci «ont tenu compte de la situation de la balance des paiements externes». Concernant les critères à prendre en considération lors de l'application de ces orientations, Sellal a souligné l'impact

de la balance des paiements externes et le recul des cours du pétrole sur l'«irréalisation de la convertibilité actuelle du dinar au profit des familles». L'Algérie a adopté les dispositions de l'article 8 du statut du Fonds monétaire international (FMI) en finalisant la convertibilité en cours du dinar, a-t-il poursuivi. Pour ce qui est de la création des bureaux de change, 46 agréments ont été accordés dont 6 bureaux seulement étaient opérationnels sur le marché et 40 ont été retirés dont 13 sur demande des bénéficiaires. 27 ont été annulés car n'ayant pas entamé leurs activités. Il n'a pas manqué de faire remarquer, en outre, que le manque d'intérêt des investisseurs quant à la création de bureaux de change s'expliquait en premier lieu par la petite marge

LA QUESTION DU JOUR

Les candidats par la grâce des sondages

suite de la page Une

Or sur quoi repose ce préjugé en faveur de l'actuel Premier ministre ? Sur les sondages, dont la crédibilité n'a jamais été autant mise en cause qu'aujourd'hui. Le dernier exemple de leur peu de fiabilité est récent, et c'est en France même qu'il est intervenu : la victoire écrasante de Fillon dans une élection où ils le donnaient nettement perdant. Le bon sens voudrait qu'on ne place pas sa confiance dans un instrument qui une fois au moins a affiché un résultat qui ensuite s'est révélé complètement erroné. En règle générale, le bon candidat pour une famille politique quelle qu'elle soit, c'est celui qui incarne le mieux ses valeurs, non celui dont on n'est même pas sûr qu'il soit de la famille. Lors de présidentielle américaine, chez les démocrates en tout cas, la rivalité entre Bernie Sanders et Hillary Clinton s'était jouée sur des thèmes de gauche pour tout ce qui touchait aux questions économiques. Ce qui avait obligé Clinton, nettement moins à gauche au début de la campagne, à coller de près à son concurrent de peur de se laisser distancer par lui. Il n'y a a priori aucune raison pour qu'il en soit autrement en France, qui plus est dans le contexte d'une crise économique de même nature dans les deux pays. Face aux candidats de droite et d'extrême droite, un candidat de gauche affirmé, comme Arnaud Montebourg, serait plus crédible qu'un manuel Valls, qui part favori, mais dont rien ne dit par avance qu'il sera choisi. Rien sinon des sondages qui n'ont fait que se tromper ces derniers temps. Montebourg a au moins deux avantages sur lui : ses convictions politiques et des sondages qui ne lui sont pas favorables. Il ne serait pas si étonnant que cela si dans la suite des événements il verrait se dresser devant lui non pas un Manuel Valls mais quelqu'un de plus à gauche que lui, qui dans ce cas de figure pourrait bien être Luc Mélenchon. **M. H.**

bénéficiaire, notamment à la lumière du recul de l'offre de la devise forte par les non résidents en raison de la baisse du volume de l'activité touristique du pays. En vue de surmonter cette situation, le Premier ministre a insisté sur l'initiative du Conseil de la monnaie et du crédit en mars 2016, liée à l'adoption d'un nouveau règlement modifiant et complétant le règlement 95-08. Ce dernier «a permis de fixer de manière claire le statut de ces bureaux, leurs prérogatives, tout en élargissant leur intervention en matière d'opérations de change», a-t-il enfin ajouté.

Louiza Ait Ramdane

Sellal inaugure le Forum africain d'investissements et d'affaires

L'Algérie met le cap sur l'Afrique

■ Abdelmalek Sellal, Premier ministre, procédera aujourd'hui à l'ouverture officielle des travaux du Forum africain d'investissements et d'affaires au tout nouveau Centre international de conférences d'Alger (CICA). L'enjeu est de taille : Ouvrir les portes de l'Afrique aux produits algériens et élaborer un plan d'action pour l'intensification de la coopération économique intra-africaine.



Ph/D. R.

cadre institutionnel, de mettre en place l'ensemble des mécanismes réglementaires et financiers, des moyens et des infrastructures en passant par l'organisation de tout le processus de la supply chain (gestion de la chaîne de logistique) nécessaire qui devrait soutenir et faciliter l'acheminement des marchandises en toute nature que ce soit en termes d'approvisionnement, de livraison, de stockage qu'en celui d'informations. Le tout afin d'en réduire les coûts de production.

La zone de libre-échange continentale (ZLEC) pour 2017

Regroupant les décideurs et les donneurs d'ordres avec les opérateurs économiques, la finalité espérée de ce forum est d'assembler et de coordonner les efforts des uns et des autres, en fonction des besoins respectifs de leurs pays et de leurs populations, dans l'espoir d'insuffler une meilleure dynamique à l'investissement favorisant un meilleur taux d'intégration régional et continental, mais aussi augmenter les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique.

Dans cette perspective, il est à rappeler que le lancement de la zone de libre-échange continentale (ZLEC) est prévu pour 2017. Cette zone pour laquelle 20 millions de dollars ont été mobilisés en vue de financer les projets dans les domaines de l'investissement, de l'échange des biens et de services ainsi que dans celui de la propriété intellectuelle, inclut bon nombre de mesures dont une libéralisation tarifaire, la mise en place de procédures de règlement de différends et une facilitation des échanges et des procédures douanières. La ZLEC devra aussi contribuer à la diversification de l'économie africaine et à la réduction de la vulnérabilité de l'Afrique face aux chocs commerciaux externes.

Selon les données de l'UA (Union africaine), les contributions des Etats membres de l'UA ont été de 3 millions de dollars pour 2016, et seront de 4,9 millions de dollars en 2017.

L. N.

Par Lynda Naili

Premier du genre, cet événement économique continental dans le flambant neuf Centre international de conférences d'Alger (CICA) s'étalera jusqu'au 5 décembre 2016. En parallèle des plénières autour de l'investissement, des mécanismes d'appui à l'investissement, des relations public/privé, de l'industrialisation, des infrastructures... se tient également le Village exposants où des centaines d'entreprises algériennes étalent leurs produits sur plus de 7 000 m². Une occasion pour les opérateurs nationaux de faire connaître leurs produits à leurs homologues africains en vue d'éventuels marchés, voire partenariats si affinités. L'enjeu est double : Trouver des débouchés pour écouler la production sur le marché africain, mais aussi attirer en Algérie les investisseurs des pays d'Afrique ayant un savoir-faire et dont la croissance économique est soutenue à l'exemple de l'Afrique du Sud et du Nigeria. L'autre enjeu consiste à revitaliser le développement et l'économie du continent.

Ainsi, pour le premier, la volonté politique actuelle étant désormais orientée vers le soutien des exportations, le marché africain, au vu du fort potentiel dont il dispose et aussi au vu de la proximité géographique qu'il offre, demeure l'ultime porte à ouvrir voire à forcer d'autant plus que selon les expériences commerciales menées jusque-là, les produits algériens semblent de goût aux Africains. En effet, de l'habillement jusqu'à l'industrie mécanique (SNVI-Mali), passant par les produits agroalimentaires, électroménager, l'électronique... le produit national intéresse. Il faut dire aussi que le

commerce informel est fortement à l'origine du transit des produits algériens vers l'Afrique. D'où l'intérêt d'une telle rencontre pour, à juste titre, accroître ce flux de marchandises de manière légale via des opérateurs, des entreprises tant de production que de distribution, ce qui forcément sera avantageuse et profitable à tous. C'est pourquoi, ce forum est une opportunité inestimable qui s'offre aux hommes d'affaires algériens pour contracter des partenariats d'investissements concrets gagnant-gagnant et/ou décrocher des contrats d'exportation. Pour cela, en attendant le secteur de l'automobile dont l'exportation est prévue à moyen terme, des secteurs comme celui industriel, agroalimentaire et pharmaceutique proposent aujourd'hui des produits normalisés, à valeur ajoutée, du moins en amélioration continue, pouvant aisément s'écouler sur le marché africain.

L'investissement et la coopération africains en Algérie

Par ailleurs, si ce Forum permettra aux «grands» investisseurs algériens de se développer sur le continent et pour ceux déjà implantés d'accroître leur présence sur le marché africain, la réciprocity est de mise. En effet, l'Algérie à tout à gagner de voir des groupes industriels, notamment nigériens et sud-africains, s'installer sur son territoire. Et pour cause, depuis deux années, en dépit des problèmes sécuritaires, le Nigeria a confirmé sa montée en puissance en devenant première puissance économique africaine devant l'Afrique du Sud, et se classe 26^e économie sur le plan mondial. Premier producteur de pétrole sur le continent, le Nigeria appuie

désormais son économie sur des secteurs tels que les banques et la téléphonie. Avec un taux de croissance et un PIB en augmentation, le pays attire un nombre considérable d'investisseurs étrangers. En revanche, croissance et développement ne riment ensemble, l'Afrique du Sud devance le Nigeria en matière de développement. Ainsi, en termes d'infrastructures et de système de gestion, l'Afrique du Sud occupe tranquillement la première place du podium économique africain.

A noter que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays africains ne sont que 184 millions de dollars, et la présence de l'Algérie sur le marché noir est de l'ordre de 0,25%.

Vers une stratégie inter-africaine

S'agissant de revitaliser le développement et l'économie du continent, 2^e enjeu que devra relever ce premier Forum africain d'investissements et d'affaires, les performances des échanges commerciaux inter-africains sont faibles. Ils n'excèdent pas aujourd'hui le taux de 10% des échanges commerciaux globaux du continent contre plus de 80%

pour les échanges inter-européens et 60% en Asie, selon des chiffres donnés par le département de Ramtane Lamamra. Plus de 60% des exportations africaines vont principalement à l'Union européenne, la Chine et les Etats-Unis. La raison est simple : L'Afrique consomme ce qu'elle ne produit pas, et produit ce qu'elle ne consomme pas. A cette malheureuse corrélation vient se greffer la précarité d'autres facteurs fondamentaux de la micro-économie dont les infrastructures et les finances. Aussi, est-il impérieux pour les participants au «Rendez-vous d'Alger» de fédérer leurs efforts afin de trouver les voies et moyens d'assoier une stratégie d'investissements et développement permettant une complémentarité des économies des uns avec celle des autres, avec pour principal objectif une nouvelle dynamique, un nouvel essor économique et social de l'Afrique. En somme, s'il est désormais assimilé que l'avenir de l'Afrique est d'abord entre les mains des Africains, il est attendu qu'à la fin de ce Forum, les parties intéressées trouvent réponses à leurs préoccupations majeures. Hormis la garantie de l'aspect sécuritaire, il s'agit pour eux de l'impératif de renforcer le

Près de 800 hommes d'affaires sont présents

Le Forum africain, un rendez-vous, des opportunités

ORGANISÉ par un comité de représentants du Premier ministre, des ministères des Affaires étrangères, de l'Industrie et du Commerce ainsi que du Forum des chefs d'entreprise (FCE), le Forum africain d'investissements et des affaires s'articule autour de secteurs clés à même de donner un nouvel élan à la dynamique économique entre l'Algérie et l'Afrique, en l'occurrence l'énergie, l'agriculture, le numérique, les infrastructures, et le capital humain. Six panels traitant de six thématiques qui sont au menu de la rencontre seront débattus dans les rencontres B to B ainsi que les workshops et ateliers sont programmés à cette manifestation économique à laquelle sont attendus pas moins de 1 000 participants représentant plus de 40 pays africains dont près de 800 hommes d'affaires.

En outre, de hauts responsables d'institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, la BAD (Banque africaine de développement), la BADEA (Banque arabe pour le développement de l'Afrique), la BID (Banque islamique de développement) et de plusieurs institutions africaines prendront part au «Rendez-vous d'Alger».

L. N.

Pétrole

La Russie établira son programme de réduction avant sa réunion avec l'Opep

■ La Russie projette d'élaborer son programme de réduction de la production de pétrole «bien avant la réunion avec l'Opep» prévue le 9 décembre, a souligné le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak.

Par Amel B.

«**C**e document (ndlr, programme de réduction) sera prêt bien avant la rencontre avec l'Opep», a-t-il affirmé à la presse. Selon le ministre russe, Moscou est disposée également à prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de l'accord sur la réduction de la production pétrolière, de concert avec l'Opep et les pays non-Opep. La Russie n'écarte pas également l'idée de prolonger la période de réduction de la production. «Je pense que notre coopération porte sur le long terme. Si l'accord est mis en œuvre et qu'il s'avère nécessaire de prendre des mesures supplémentaires, nous y adhérons bien évidemment», a-t-il dit. Selon le ministre, la Russie est intéressée à participer au comité de contrôle de la production pétrolière, dans le cadre des accords conclus avec l'Opep sur la réduction de la production. «Je pense que nous allons y participer. Nous avons été invités et nous ne rejetterons pas l'offre car je pense qu'il est important de surveiller la façon dont les accords sont mis en œuvre», a-t-il déclaré. Mercredi dernier à Vienne, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a décidé de réduire sa production de pétrole à 32,5 millions de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2017. Ainsi, les pays de l'Opep vont réduire quotidiennement 1,2 million de barils environ. La



Ph. > D. R.

Russie a annoncé son adhésion à l'accord de l'Opep, en acceptant une réduction de son extraction de pétrole de 300 000 barils par jour au premier semestre de l'année 2017. Un comité de contrôle présidé par le Koweït a été installé en vue de superviser la mise en application de l'accord aussi bien par les pays de l'Opep que non-Opep. Ce comité comprend des représentants de l'Algérie, du Venezuela et de deux pays non membres de l'Opep, dont probablement la Russie.

Le Brent ouvre en baisse

Les prix du pétrole baissaient un peu hier en cours d'échanges européens, après avoir fortement grimpé depuis l'annonce

mercredi d'un accord des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour réduire leur production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 52,89 dollars en début d'après-midi sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,05 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier cédait 83 cents à 50,23 dollars. L'accord trouvé à Vienne par l'Opep pour réduire la production de ses membres et de ses partenaires a permis aux cours de l'or noir de grimper jeudi à 54,53 dollars le baril pour le Brent, un sommet depuis fin juillet 2015, et à 51,80 dollars

pour le WTI, au plus haut en six semaines. «La confirmation par l'Opep d'un changement dans ses niveaux de production à partir de janvier 2017 a entraîné un fort rebond des cours du pétrole», les cours du brut gagnant environ 7 dollars en deux jours, commentait un analyste chez FXTM. «Il reste des incertitudes et des questions sur la capacité des membres de l'Opep à travailler ensemble et à s'entendre avec les pays non-membres mais le WTI s'installe au-dessus du seuil de 50 dollars et devrait arriver à y rester à moyen terme», estimait l'analyste. Même si, après un tel rebond, «on peut s'attendre à ce que les investisseurs prennent quelques bénéfices», observaient des analystes chez Accendo Markets.

A.B. / agences

En dépit de l'augmentation de la production

Hausse vertigineuse des prix des viandes blanches

Les prix des viandes blanches ont connu une hausse vertigineuse dans la wilaya de Khenchela atteignant jusqu'à 400 dinars le kilo, en dépit de l'augmentation de la production, a-t-on constaté.

Pour les citoyens rencontrés par l'APS dans plusieurs marchés de la ville de Khenchela, la hausse des prix est "inexplicable" et influe négativement sur leur pouvoir d'achat, alors que pour les commerçants cette flambée des prix est dictée par la hausse du coût de la production. Hamouda Zeridi, gestionnaire de l'établissement Medaouss et agriculture spécialisé dans la production des viandes blanches, implantée dans la commune de Beghai, soutient que l'augmentation affichée des prix obéit à la loi de l'offre et de la demande. Pour lui, le prix relativement bas des viandes blanches durant la saison estivale résultait du fait qu'universités et établissements scolaires, des grands clients des producteurs des viandes blanches, étaient en vacances et la demande n'était pas aussi importante qu'en cette période. La hausse des prix des ali-

ments destinés aux volailles atteignant 6 000 DA le quintal est l'autre facteur qui a provoqué cette hausse, a justifié le même interlocuteur. Le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique à la DSA, Ahmed Hemzaoui, a signalé à l'APS que la flambée des prix des viandes blanches a été enregistrée durant les deux derniers mois (octobre et novembre), expliquant la régression de la production par la cessation d'activité d'élevage avicole pour de nombreux agriculteurs due, entre autres, à la cherté des aliments et des médicaments destinés à l'aviculture.

Viandes blanches : des chiffres et des perspectives

Au titre de la campagne agricole 2015-2016, jusqu'au mois de septembre dernier, la production des viandes blanches a enregistré une augmentation par rapport aux dernières années, atteignant 19 500 quintaux, contre 18 999 quintaux recensés au titre de la campagne agricole 2014-2015 et 9 142

quintaux en 2008, soit un taux de développement de 114 %. La wilaya de Khenchela dispose actuellement de 179 unités d'élevage de volaille en plus de 14 autres réservées pour la dinde, totalisant 119 éleveurs, selon le responsable. Les campagnes de sensibilisation organisées en faveur des éleveurs de ce créneau agricole à l'initiative de différents partenaires du secteur, le soutien des éleveurs par équipements de production à travers les divers mécanismes de soutien de l'Etat, l'amélioration des conditions d'élevage par la mise à niveau des bâtiments d'élevage par les services agricoles, sont les grandes lignes de la feuille de route consacrée au développement de la filière avicole à Khenchela, s'accordent à dire les professionnels de ce créneau. Trente sept unités avicoles ont fait l'objet d'opération de réhabilitation jusqu'au 30 juin dernier, souligne-t-on du côté des services agricoles, ajoutant que chaque opération a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière estimée à 1 million de dinars.

Souad H./ APS

Changes L'euro progresse légèrement face au dollar

L'EURO progressait encore légèrement hier face à un dollar subissant quelques prises de bénéfices, dans un marché prudent dans l'attente des chiffres de l'emploi américain et avant le référendum italien. L'euro valait 1,0681 dollar en début de matinée contre 1,0661 dollar jeudi soir. L'euro gagnait aussi un peu de terrain face à la monnaie nippone, à 121,83 yens contre 121,65 yens jeudi soir. Le dollar baissait très légèrement face à la devise japonaise, à 114,06 yens contre 114,11 yens la veille au soir. L'euro profitait d'une légère érosion du dollar, les investisseurs ajustant leurs portefeuilles et encaissant quelques profits après la très nette progression du billet vert. «La montée du dollar n'est pas tenable, au moins à court terme», soulignait Simon Pianfetti, de SMBC Trust Bank à Tokyo, en expliquant que les opérateurs ont besoin de nouvelles informations pour pousser encore plus haut la devise américaine. Le marché reste surtout prudent dans l'attente ce vendredi aux Etats-Unis du rapport sur l'emploi pour le mois de novembre, le dernier avant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) les 13 et 14 décembre. La très grande majorité des analystes anticipent un relèvement des taux à cette occasion par le Comité de politique monétaire (FOMC) mais ils s'interrogent sur le rythme des hausses ultérieures. Jeudi a été publiée aux Etats-Unis une nouvelle série de bons indicateurs américains avec notamment une accélération de l'activité manufacturière en novembre selon l'indice ISM et un rebond des ventes de voitures sur le même mois. Outre les chiffres de l'emploi américain, les opérateurs attendent les résultats du référendum italien de dimanche sur une réforme constitutionnelle. Une victoire du non devrait être négative pour l'euro car cela jetterait une ombre sur l'avenir politique du premier ministre Matteo Renzi et pourrait servir de tremplin aux populistes du Mouvement Cinq étoiles. La livre britannique progressait légèrement face à la monnaie européenne, à 84,63 pence pour un euro, et face au dollar, à 1,2621 dollar pour une livre. La devise suisse baissait face à l'euro, à 1,0789 franc pour un euro, mais montait un peu face au billet vert, à 1,0100 franc pour un dollar. La devise chinoise était en petite hausse face au dollar, à 6,8839 yuans pour un dollar contre 6,8850 yuans jeudi à 15h30 GMT.

R. E.

Projet des transferts des eaux de Jijel et Béjaïa vers Sétif

Toutes les entraves levées

■ Les entraves ayant retardé le projet des grands transferts des eaux à partir des wilayas de Jijel et Béjaïa vers Sétif ont été levées, a indiqué, à Sétif, le directeur général de l'Agence nationale des barrages et des transferts (Anbt).

Ph. > D. R.



Par Ali T.

M. Abderrezak Berraki a mis l'accent, dans une déclaration faite en marge de la visite de travail et d'inspection effectuée par le wali de Sétif, Nacer Maâskri, sur l'état d'avancement des travaux des grands transferts d'eau vers la capitale des Hauts-Plateaux que «les entraves techniques, finan-

cières et administratives ont été levées». Il a précisé que les travaux de réalisation de ce projet des transferts des eaux n'ont pas été interrompus depuis leur lancement, sauf au niveau du tunnel situé entre les barrages d'Irguen et celui de Draâ Diss sur une distance de 14 kilomètres (transfert-Est), suite à un problème technique qui a imposé une révision

des études et de l'expertise, et a confié l'installation des canalisations à une entreprise française, laquelle devra exécuter cette charge dans un délai de 18 mois. Dans ce contexte, M. Berraki a révélé que le projet de transfert de l'eau du barrage d'Irguen à celui de Draâ Diss, à Sétif, a été achevé dans sa majorité et que le lâcher d'eau est

prévu à la fin 2018. S'agissant du projet de transfert de l'eau du barrage d'Ighil-Emda (Béjaïa) vers le barrage d'El Maouene (Sétif), ce responsable a souligné que la phase équipement a atteint 70% avec la réception, mardi dernier, de 20 conteneurs de matériel et de machines, en vue de parachever le dernier volet du projet vers la fin mars 2017, et procéder au remplissage du barrage d'El Maouene le mois suivant. Selon la même source, le projet de transfert d'eau du côté Est et Ouest a nécessité un montant de 150 milliards de dinars et a pour objectif, une fois réceptionné, l'approvisionnement en eau potable de la wilaya de Sétif à l'horizon 2040, au profit d'un million 900 mille habitants, en plus de l'irrigation de 40 000 hectares de terres agricoles. Il est à noter que dans le cadre des expropriations pour utilité publique dictées par la réalisation de ce projet, le wali de Sétif a procédé à l'inspection de 334 logements achevés dans la commune d'El Guelta Zerka et qui seront attribués aux habitants de la région de Draâ Diss à la mi-décembre en cours. Le grand projet des transferts des eaux pour la capitale des Hauts-Plateaux consiste à acheminer l'eau du barrage

d'Ighil Emda de la wilaya de Béjaïa vers la région d'El Maouane, à l'ouest de Sétif, et les eaux du barrage d'Irguen de la wilaya de Jijel vers la région de Draâ Diss, à l'est de Sétif, rappelle-t-on.

A. T./APS

Mostaganem Attribution de 1 023 pré-affectations de logements et d'aides à l'habitat rural

PAS MOINS de 1 023 pré-affectations de logements publics locatifs (LPL) et des aides à l'habitat rural ont été attribués jeudi dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on constaté. Il s'agit de 836 LPL destinés à la résorption de l'habitat précaire (RHP) dans la ville de Mostaganem, notamment au profit des familles habitant à hai «Diar El Hana», d'occupants de magasins et de 187 aides rurales réparties sur 16 communes. Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, a présidé la cérémonie symbolique d'attribution de 70 pré-affectations, dans une ambiance de joie des bénéficiaires. Il est attendu l'attribution du restant des affectations à partir de demain au niveau des daïras concernées. Le wali a annoncé l'attribution de 9 000 logements à travers toutes les communes de la wilaya. Un grand retard est accusé dans la réalisation des logements promotionnels aidés (LPA), selon le wali qui a ajouté que ses services assurent un suivi quotidien des travaux pour combler ce retard et achever les projets. A cette occasion, M. Temmar a appelé les bénéficiaires de ce programme de ne pas faire des versements supplémentaires aux promoteurs et de se contenter du montant convenu dans le contrat. S'agissant des logements AADL de location-vente, le même responsable a indiqué que le programme AADL 1 a été parachevé définitivement et les clés ont été remis aux bénéficiaires et que celui de AADL 2 est en cours. Il a ajouté que la wilaya sera dotée d'un quota supplémentaire l'an prochain et que les efforts sont concentrés actuellement sur la préparation du terrain pour abriter ce nouveau programme AADL. La directrice de l'habitat, Fatiha Kessira, a rappelé l'attribution de 12 767 logements, tous programmes confondus, au niveau de la wilaya dont 5 103 LPL et RHP, 1 616 LPA, 2 958 aides à l'habitat rural, 1 790 de location-vente et 300 LPP.

R. R.

Souk Ahras

Modernisation de routes nationales et réhabilitation de chemins de wilaya

Les travaux de modernisation de 45 km de routes nationales (RN) et de réhabilitation de 50 km de chemins de wilaya (CW) ont été parachevés dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Direction des travaux publics (DTP). Il s'agit de la modernisation des tronçons routiers des RN 16 et 80 et la réhabilitation de segments des CW 11 et 14 en attendant le parachèvement de 20 km entre les communes d'Ouenza (Tébessa) et M'daourouch (Souk Ahras) et de 25 km entre la zone Temtemat et Souk Ahras relevant de la RN82. Il a été également procédé à l'élimination de cinq points noirs de glissement de terrain signalés sur plusieurs tronçons routiers, notamment ceux nationaux, a indiqué la même source, soulignant que des études se poursuivent par le Laboratoire national de contrôle de la qualité du sol pour le traitement

d'un autre point noir sur la RN 81 dans la commune d'Ain Soltane. L'évitement destiné aux poids lourds, fermé à la circulation routière depuis plus de 2 ans à cause d'un glissement de terrain, a été rouvert à la circulation au lieu-dit Bouhechame, dans la localité d'Ouillan, a-t-on indiqué. Le secteur des travaux publics de la wilaya de Souk Ahras a bénéficié de plusieurs opérations portant sur le dédoublement des routes, dont 50 km de RN et 8 km de CW, ce qui a permis de faciliter la circulation routière, en attendant l'inscription d'une action similaire concernant la route reliant la commune frontalière de Merahna à Heddada, marquée par une circulation intense. La réalisation de deux ouvrages d'art sur la RN 81, le goudronnage de 17 km du chemin communal (CC), entre la localité de Mechroha et le lieudit Mezraâ, et l'entretien de 7,5 km du chemin

communal (CC) entre Ouled Idriss (centre) et les mechtas de Zemour, Bit El Mal, Lekrid et El Kariya, figurent également parmi les projets concrétisés. En prévision de la saison hivernale, le parc matériel du secteur des travaux publics a été renforcé par six chasse-neige et par trois nouveaux tracteurs destinés à l'ouverture des pistes dans les zones au relief difficile d'accès, et de 10 camions d'une capacité de 2,5 tonnes, selon la même source, ajoutant que l'ensemble de ces équipements a mobilisé un montant de 320 millions de dinars. La wilaya de Souk Ahras dispose actuellement d'un réseau routier de 2 600 km dont 501 km de RN comprenant 48 évitements, 390 km de CW et 1 769 CC dont 765 km ont fait l'objet d'actions de goudronnage permettant le désenclavement de plusieurs communes et mechtas.

Selma N.

Ghardaïa

Près de 120 férus de l'aquaculture en formation

Près de 120 férus de la pisciculture, de différentes wilayas du pays, ont entamé, jeudi à El-Atteuf (Ghardaïa), une session de formation en aquaculture intitulée «l'importance de la formation pratique pour la réalisation d'investissement». Organisé à l'initiative de l'association Tagemi, en collaboration avec les chambres inter-wilayas de la pêche et des ressources halieutiques de Ouargla, Sétif et Guelma ainsi que l'Institut technologique de pêche de Collo (Skikda), ce cycle de formation, troisième du genre, vise à accompagner les petites exploitations dans les zones reculées pour améliorer leur productivité et rentabiliser leurs bassins d'irrigation comme espace d'élevage du poisson. Ces espaces aquacoles réalisés dans les diffé-

rents périmètres agricoles peuvent constituer une source de revenus complémentaires pour les agriculteurs et, par à même, un élément crucial pour le développement de la productivité des produits agricoles, selon les organisateurs. L'Etat encourage cette forme d'activités dans les périmètres agricoles, notamment dans les régions déshéritées, en vue de permettre aux agriculteurs d'accroître leur revenus et de diversifier leur production et également à la population continentale de bénéficier de produits de pisciculture (poissons), a-t-on ajouté. Il est également organisé une exposition des différentes expériences des participants venus de plusieurs wilayas-pilotes dans le domaine de l'aquaculture et de petits ateliers dans le domaine

de l'élevage aquatique, en présence des universitaires. Ces ateliers s'articulent autour de divers thèmes visant à promouvoir les activités aquacoles sur la base de méthodes de formation théoriques (expertises scientifiques) et pratiques (expériences sur terrain), a-t-on expliqué lors de la cérémonie de lancement de cette session de formation. Pour les organisateurs, ce cycle de formation de trois jours constitue un espace d'échange de connaissances et un moyen pour le développement d'un réseau de recherches entre universitaires et partenaires, en vue d'élargir cette activité dans le monde rural et également de donner aux agriculteurs locaux la possibilité de voir leurs revenus augmenter.

Said F./Agences

Sahara occidental

«Le droit à l'autodétermination est un droit humain fondamental»

■ Le droit à l'autodétermination est «un droit humain fondamental», a indiqué la Coordination espagnole des associations amies avec le peuple sahraoui (Ceas-Sahara) dans un manifeste publié à l'occasion de la prochaine célébration, le 10 décembre, de la Journée mondiale des droits de l'homme.

Par Kamel L.

La CEAS-Sahara estime dans ce document, dont l'APS a reçu une copie, que «le Conseil de sécurité des Nations unies, présidé par l'Espagne durant ce mois de décembre, doit œuvrer pour la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental», car précise-t-on, la question sahraoui est l'une des questions «de la paix et de la sécurité» et que toutes les résolutions internationales veulent parvenir à une solution politique mutuellement acceptable prévoyant l'autodétermination du peuple sahraoui. La Ceas-Sahara rappelle en outre que tous les institutions onusiennes telles que le Comité spécial de la politique de décolonisation ainsi que celui chargé d'étudier la situation et la mise en œuvre de la déclaration d'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés comme le Sahara occidental, considèrent que ce dernier est un territoire non autonome et recommandent de ce fait d'examiner la question de la décolonisation de ce territoire, conformément au droit international afin d'arriver à lever tous les obstacles devant mener à l'autodétermination. Le Sahara occidental, ajoute-t-on dans le même document, «demeure le seul territoire encore en attente de décolonisation en Afrique» et «l'Espagne qui est toujours la puissance coloniale au Sahara occidental n'a pas achevé son processus de décolonisation». «Nous avons honte de faire partie du club sinistre des Etats contre la loi internationale qui maintiennent et renforcent les obstacles

empêchant le plein exercice du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale étrangère», a-t-on précisé. Les Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques ainsi qu'aux droits sociaux et économiques favorisent le droit à l'autodétermination et exigent le respect de ce droit conformément aux dispositions de la charte des nations unies, souligne-t-on. La Coordination espagnole des associations amies avec le peuple sahraoui rappelle dans son manifeste que «le respect du droit à l'autodétermination est également une condition préalable à l'existence et à la jouissance d'autres droits fondamentaux de l'Homme». Le colonialisme «est un crime international tel que défini par la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations unies» et la persistance de la domination coloniale, a-t-on conclu, «constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et un crime contre l'humanité». La Ceas-Sahara a lancé, au cours de ces derniers mois, une vaste campagne pour la décolonisation du Sahara occidental à



Ph : DR

laquelle ont adhéré plusieurs institutions, partis politiques et personnalités du monde des droits de l'Homme, de la culture, de la littérature et de l'art. Elle exige de ce fait du gouvernement espagnol d'assumer sa responsabilité juridique et historique envers le peuple sahraoui en parachevant son processus de décolonisation, de corriger ses erreurs de

passé. La Coordination demande au gouvernement espagnol d'adopter une position ferme vis-à-vis de cette question, notamment en cette période où elle préside le Conseil de sécurité des Nations unies. La Ceas exige de l'Espagne d'adopter des mesures réelles et effective lors de sa présidence du Conseil de sécurité en fixant une date pour

la tenue du référendum d'autodétermination au Sahara occidental afin d'assurer au peuple sahraoui la liberté de s'exprimer sur son avenir, en sus de l'attribution à la Minurso des compétences de surveillance et de protection des droits de l'Homme en attendant la tenue du référendum.

K. L./APS

Libye

Les Etats-Unis frappent un dernier carré de Daech à Syrte

Les Etats-Unis continuent de mener des frappes aériennes contre des éléments du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) retranchés dans «deux derniers pâtés de maison» à Syrte en Libye, a indiqué jeudi le Pentagone. Ces combattants «sont très peu nombreux mais ils sont tenaces et ils combattent jusqu'à la mort», a déclaré le capitaine de vaisseau Jeff Davis, porte-parole du Pentagone. Les frappes sont désormais menées par des drones, le navire

d'assaut amphibie USS Wasp et ses avions Harrier présents au début de l'opération ayant quitté les lieux, a indiqué le porte-parole. Syrte est la dernière zone urbaine libyenne où l'EI détient encore des positions, a souligné jeudi le porte-parole américain. Mais les terroristes sont encore présents dans des zones non peuplées du pays, a-t-il rappelé. Des soldats américains se trouvent actuellement en Libye pour faciliter la coordination entre les forces du GNA et les forces

américaines pour mener les frappes, a indiqué par ailleurs le porte-parole. Les militaires américains sur place «ne font pas de formation de conseil et d'accompagnement des forces locales comme en Irak ou en Syrie», a précisé le porte-parole. Ils restent à distance de la ligne de front et «facilitent les échanges d'informations» entre Libyens et Américains pour les frappes, qui sont définies par les forces libyennes et non par les forces américaines, a-t-il expliqué. Kamel L./Agences

Maroc

Le FMI prévoit un ralentissement de l'économie

La croissance de l'économie marocaine devrait ralentir en 2016 pour se situer entre 1,5 et 2%, a indiqué, jeudi, le Fonds monétaire international, en mettant en garde contre la hausse du chômage qui reste particulièrement élevé chez les jeunes. La croissance en 2016 subira les effets d'une «mauvaise campagne céréalière et de la relative faiblesse de l'activité non agricole», précise le FMI dans un communiqué diffusé à l'issue d'une mission de consultations sur l'économie du Maroc menée au titre de l'article IV des statuts du Fonds. Le FMI relève que si la croissance devrait se redresser en 2017, «elle restera cependant sujette à plusieurs risques importants liés à un possible recul de la croissance dans les pays avancés et émergents, aux prix de l'énergie et aux tensions géopolitiques dans la région». En 2016, le déficit des transactions extérieures courantes devrait s'accroître à 2,9%, notamment du fait de la hausse des

importations de biens d'équipements et de produits alimentaires ainsi qu'à la baisse des prix du phosphate, selon les prévisions du FMI. Les réserves internationales du Maroc devraient atteindre 6,8 mois d'importations. Le Maroc, qui a bénéficié

de la baisse des cours de pétrole en réduisant son déficit budgétaire, «lui reste beaucoup à faire pour atteindre une croissance élevée, soutenable et mieux partagée», relève l'institution de Bretton Woods. «Le chômage, surtout celui des

jeunes, reste élevé», constate le FMI qui recommande au Maroc d'accélérer la mise en œuvre des réformes économiques pour accroître les gains de productivité et soutenir la création d'emplois. «Les priorités sont notamment d'améliorer la qualité du système éducatif, le fonctionnement du marché du travail et le taux d'activité des femmes», préconise-t-il. Au plan financier, le FMI souligne qu'il conviendrait de continuer à réduire la concentration des crédits et à accorder une attention particulière aux risques associés à l'expansion des banques marocaines en Afrique. Le FMI a accordé en 2016 une nouvelle ligne de crédit de 3,47 milliards (mds) de dollars au Maroc pour atténuer les facteurs de sa vulnérabilité budgétaire. Cette ligne de crédit est la troisième octroyée au Maroc depuis 2012. Les deux premiers accords de crédits portaient sur des montants de 6,2 mds de dollars et 5 mds de dollars. Agences

Tunisie/ Pour participation à des manifestations en 2013

Onze personnes condamnées à 14 ans de prison

ONZE personnes ont été condamnées à 14 ans de prison en Tunisie pour avoir participé à des manifestations après l'assassinat, en 2013, de l'opposant Chokri Belaïd, au cours desquelles un poste de police avait été incendié, a indiqué, jeudi, une responsable judiciaire. Les onze accusés ont notamment été reconnus coupables d'«avoir volontairement mis le feu à un lieu non habité» et d'«agression avec violence sur un fonctionnaire» le 7 février 2013 à Kélibia, dans le nord de la Tunisie, a déclaré Rihab Mhadhbi, la porte-parole du tribunal de première instance de Nabeul, citée par les médias. Chacun d'entre eux a été condamné à 14 ans de prison, a-t-elle précisé. Les 11 accusés ont nié les charges et vont faire appel, selon l'un de leurs avocats, Anis Zine. Le jugement a été rendu en octobre mais n'a été connu que cette semaine. Chokri Belaïd, avocat et militant, a été assassiné le 6 février 2013 devant son domicile à Tunis. Son assassinat a été revendiqué en 2014 par un groupe terroriste R.M.



Maison-Blanche

Trump nomme le général James Mattis à la Défense

■ Au début de sa tournée de remerciements pour ses électeurs, le prochain président des États-Unis Donald Trump a annoncé, jeudi, qu'il entendait confier la tête du Pentagone au général à la retraite James Mattis, un militaire au franc-parler surnommé «l'enragé».

James Mattis était l'un des «finalistes» pour ce poste crucial de la prochaine administration, alors que Donald Trump a promis d'intensifier la guerre contre les jihadistes du groupe État islamique en Syrie et en Irak, deux théâtres d'opérations que le général connaît bien. «L'enragé, il est excellent», a-t-il annoncé en surprenant les milliers de supporters venus le voir à Cincinnati, dans l'Ohio, l'un de ces États remportés par le républicain le 8 novembre dernier. L'enragé («mad dog») est le surnom de James Mattis, 66 ans, qui serait le premier ex-général à devenir secrétaire à la Défense depuis 1950. Donald Trump l'avait récemment encensé, se disant notamment «impressionné» positivement par sa position anti-torture. La future administration Trump comptera donc au moins deux anciens généraux, avec Michael Flynn, nommé conseiller à la sécurité nationale. Une situation inédite, qui risque de faire lever quelques sourcils dans un pays qui, depuis ses origines, a toujours exigé un strict contrôle des militaires par le pouvoir civil. Le Congrès devra en outre accorder une dispense à l'ex-général Mattis, une loi interdisant en effet aux anciens militaires de devenir secrétaire à la Défense pendant sept ans : une condition



PH. > D. R.

qui visait à sanctuariser la direction civile du ministère. Or James Mattis a quitté l'armée en 2013 seulement. La sénatrice démocrate Kirsten Gillibrand a d'ores et déjà annoncé qu'elle refuserait de faire une exception pour le général Mattis. Mais celui-ci reste populaire auprès des parlementaires américains. C'est «un leader extraordinaire qui suscite l'admiration rare et spéciale de ses troupes», a déclaré le sénateur républicain John McCain. Le meeting de Cincinnati a ainsi pris un tournant inattendu, au grand plaisir de ses électeurs. «C'est tout lui», sourit Mary Beth Desch, 59 ans, en s'étonnant d'avoir obtenu directement ce «scoop» sur le prochain chef du Pentagone. «Il va tout le temps nous faire des choses comme ça, et c'est pour cela que je l'aime». «Nous aurons une dizaine d'étapes, c'est une tournée pour dire merci», a expliqué Donald Trump sur Fox News, dans sa deuxième interview télévisée depuis son élection, alors qu'il n'a toujours donné aucune conférence de presse. La journée de jeudi était sa première sortie sur le terrain depuis son

élection, avec pour objectif d'afficher ses priorités et sa méthode. Le milliardaire s'est d'abord rendu dans l'Indiana, dans une usine du fabricant de climatiseurs et d'appareils de chauffage Carrier qu'il s'est targué d'avoir sauvée d'une délocalisation annoncée depuis des mois. Soit 1 100 emplois préservés selon lui. Au passage, Donald Trump a prévenu que les entreprises américaines qui délocaliseraient pour élaguer leurs coûts de production en subiraient «les conséquences». C'est mardi que Carrier avait annoncé renoncer à son projet de délocalisation, une décision facilitée par des aides de sept millions de dollars de l'État de l'Indiana, gouverné par le vice-président de Donald Trump, Mike Pence. Le milliardaire a raconté en détails comment, au cours d'une récente conversation téléphonique improvisée, il avait forcé la main de Gregory Hayes, le P-DG de United Technologies, la maison mère de Carrier, présent dans la salle. «Ils disent que ce n'est pas présidentiel d'appeler ainsi les dirigeants d'entreprises géantes. Je pense au contraire que c'est très prési-

dentiel et si ça ne l'est pas, tant pis», a-t-il déclaré. Mais les opposants démocrates du président élu n'ont pas manqué de s'inquiéter de l'éventuel chantage auquel les patrons américains pourraient se livrer auprès du nouveau pouvoir pour obtenir des aides publiques. Le soir, retrouvant des accents de cam-

pagne, Donald Trump a annoncé que le sauvetage de Carrier n'était «que le début», promettant de ramener aux États-Unis les près de huit millions d'emplois industriels perdus depuis 2000. Dans un discours de 52 minutes, le républicain a également réaffirmé ses promesses de construire un mur à la frontière mexicaine, d'abroger «Obamacare» et d'en finir avec l'immigration clandestine. Mais il a aussi dit vouloir rassembler un «pays très divisé», tendant la main aux démocrates et dénonçant «l'intolérance et les préjugés». «Désormais, ce sera l'Amérique d'abord», «Achetez américain, et embauchez américain, ce sera notre mantra», a-t-il déclaré, devant une assistance clairsemée, les fermetures de routes pour raison de sécurité ayant compliqué les accès à la salle de hockey de 17 000 places. Malgré l'ambiance moins électrique, ses partisans ont retrouvé une facette du candidat Trump, qui s'est amusé à faire huer la presse et a raconté en longueur comment il avait déjoué tous les pronostics électoraux. «On s'est bien amusé contre Hillary, n'est-ce pas ?», a-t-il lancé.



Points chauds

Capitaine

Par Fouzia Mahmoudi

Plus Hollande mettait de temps à se décider pour la présidentielle, beaucoup de ses proches assurant pendant longtemps qu'il était définitivement décidé à se présenter à un second mandat, plus l'état du Parti socialiste se dégradait, agité par les ambitions des uns et des autres et par l'incertitude et l'approche, rapide, de l'échéance du scrutin d'avril prochain. Car plus Hollande se faisait élu et plus les appétits s'aiguisaient par manque d'un cap solide. Valls qui se voulait l'image même de la loyauté il y a encore quelques mois, était récemment ses ambitions et n'hésitait plus à se positionner comme un candidat, non pas seulement possible pour le PS, mais souhaitable. Du côté des frondeurs, les anciens ministres Arnaud Montebourg et Benoît Hamon se sont lancés dans la course à la primaire, dont les règles officielles n'ont toujours pas été élaborées. Jean-Luc Mélenchon pourrait tenter sa chance comme en 2012. Les Verts, aussi, ont désigné leur candidat, divisant encore un peu plus, cela était possible, une gauche trop fragmentée pour s'unir derrière une personnalité en 2017. La semaine dernière, la droite élisait son représentant officiel et unique, pour l'élection suprême, et mettait ainsi encore plus en exergue la situation catastrophique dans laquelle se trouve la gauche. Une gauche qui toutefois menaçait déjà de se disloquer à l'époque de la candidature de Ségolène Royale en 2007, et après sa défaite, relativisant quelque peu aujourd'hui l'«entière responsabilité de Hollande» dans l'état dans lequel se trouve le PS. Martine Aubry, Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn, les éléphants du Parti socialiste avaient été les premiers à faire trembler les fondations de leur mouvement, laissant un héritage peu reluisant à ceux en charge de le diriger aujourd'hui. Et le piètre travail du gouvernement, qui laissera dans quelques mois un piètre bilan, n'est que le fruit d'une relève qui prenait ses repères, de figures déjà chancelantes et incapables dès lors en leur temps de redorer l'image du PS. En définitive, les socialistes n'auront brillé qu'avec Mitterrand et Jospin. L'on se demande donc ce qu'il serait advenu si au soir du second tour de la présidentielle de 2002, celui qui fut Premier ministre imposé de Jacques Chirac avait ravalé sa fierté et n'avait pas pris sa retraite politique, mais était au contraire resté pour former l'opposition. Une opposition forte et cohérente menée par un chef déterminé. Après tout, combien de fois Mitterrand avait-il perdu de présidentielles avant de gagner. Qu'en était-il de Chirac ? Finalement, l'orgueil meurtri, l'horreur et la honte de se voir battu par Jean-Marie Le Pen auront décidé de l'avenir du Parti socialiste. Aujourd'hui, alors que Hollande vient enfin de renoncer à se représenter, que cela soit Valls, Montebourg, Hamon, ou encore un des autres prétendants à gauche, personne n'a le charisme nécessaire pour s'imposer naturellement ou les primaires ne seraient pas nécessaires. Les électeurs sont désormais priés de choisir un candidat comme parmi une bande d'enfants dont tous veulent être capitaines. Peut-être que Mélenchon avait raison en traitant Hollande de capitaine de pédalo, mais il a oublié de dire qu'il n'était pas le seul. F. M.

Autriche

L'extrême droite aux portes de la présidence

L'Autriche décide dimanche si elle se dote d'un président issu d'un parti d'extrême droite, dont l'élection, inédite dans l'UE, marquerait un nouveau triomphe pour le camp populiste six mois après le Brexit et un mois après l'élection de Donald Trump. Le pays s'apprête à boucler une interminable séquence électorale et le scrutin n'a jamais paru aussi indécis entre Norbert Hofer, le candidat du Parti de la liberté (FPÖ) tenant d'une ligne eurosceptique et anti-immigration, et Alexander Van der Bellen, écologiste libéral se présentant en indépendant. Les deux finalistes ont vu s'immiscer dans leur campagne le choc du Brexit, en juin, puis l'élection de Donald Trump aux États-Unis, en novembre. Une victoire de Norbert Hofer «serait un tournant pour l'Autriche et l'UE, dynamisant les partis populistes à droite comme à gauche», estime Charles Lichefield du think tank Eurasia, avant une

année électorale 2017 à hauts risques en France, aux Pays-Bas et en Allemagne. Elle «serait aussitôt interprétée comme un nouveau revers pour le gouvernement autrichien, la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel et pour Bruxelles», ajoute-t-il. Mais le chef d'État autrichien a des compétences restreintes et n'intervient pas dans la gestion quotidienne, rappelle l'analyste, soulignant que le véritable enjeu, pour le FPÖ, est de faire du scrutin présidentiel un tremplin vers la chancellerie, le cœur du pouvoir exécutif. Focalisés avant l'été sur l'intégration des plus de 100 000 migrants arrivés en Autriche depuis début 2015, les débats ont plus récemment laissé place aux questions de politique étrangère. Le candidat du FPÖ, quadragénaire à l'éternel sourire, a répliqué en traitant son rival de «menteur», rappelant qu'il n'envisageait de référendum sur la question qu'en cas d'intégration

de Turquie ou d'évolution de l'UE vers «plus de centralisme». Le FPÖ a exprimé dans le passé des positions nettement plus eurosceptiques. Norbert Hofer a, lui, reproché à Alexander Van der Bellen, un ancien professeur d'économie, ses critiques sur Donald Trump, l'accusant de mettre en danger les relations entre l'Autriche et les États-Unis. M. Hofer avait pour sa part salué l'élection du candidat républicain. Cadre du FPÖ depuis plus de vingt ans, vice-président du parlement, Norbert Hofer dit aussi vouloir se rapprocher des dirigeants politiques d'Europe de l'Est qui revendiquent leur hostilité aux migrants, ainsi que de la Russie. Le même jour que le scrutin autrichien, l'Europe guettera l'issue du référendum sur la réforme constitutionnelle proposée par le président du conseil italien, Matteo Renzi, qui pourrait y laisser son poste, provoquant une autre secousse politique.

7^e Festival international du cinéma d'Alger

«The birth of a nation» projeté en ouverture

■ Le Festival international du cinéma d'Alger (Fica) dédié au film engagé s'est ouvert jeudi soir à Alger par la projection, hors compétition, du long métrage de fiction américaine «The birth of a nation». Réalisé par Nate Parker, «The birth of a nation» (Naissance d'une nation), fouille un sujet complexe et encore tabou dans le cinéma américain : l'esclavage.

Par Adéla S.

Inspiré d'une histoire vraie, ce film primé en janvier dernier au Festival de Sundance (Etats-Unis), relate en 110 mn la rébellion des esclaves afro-américains menée à la fin du XIX^e siècle par Nat Turner, un prédicateur noir. A l'écran, l'histoire de Turner, prédicateur respecté par son propriétaire en difficultés financières, accepte une offre visant à utiliser ses talents pour «assujettir des esclaves insoumis».

Témoin d'atrocités commises à l'encontre de ses camarades maltraités, Nat élabore un plan pour conduire les esclaves à se libérer de cette ségrégation raciale. Le film qui sera distribué prochainement

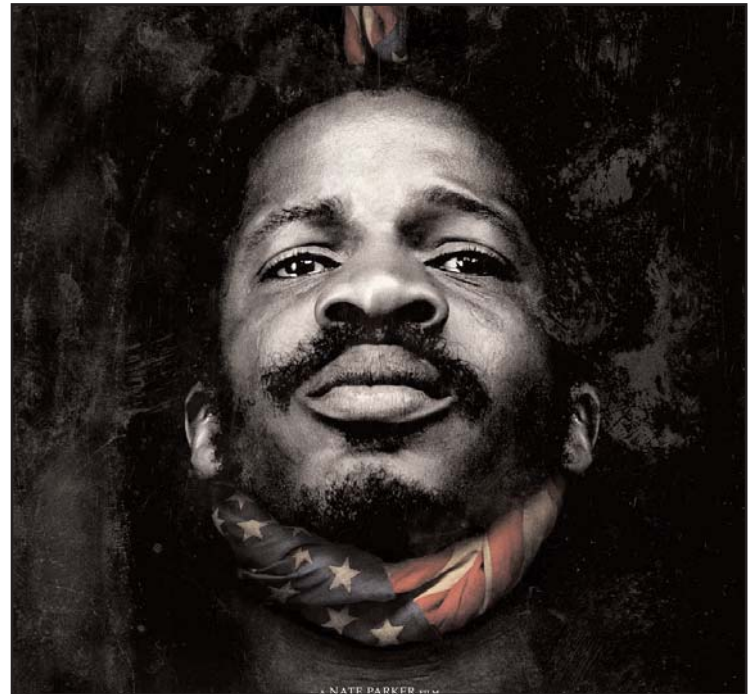
en Europe, a recueilli les faveurs du public algérois venu en nombre à cette soirée d'ouverture. Auparavant, des extraits d'une interview du président cubain disparu, Fidel Castro, qu'il avait accordée en 2004 au mensuel français «Le Monde diplomatique» ont été projetés en hommage au leader qui avait incarné la Révolution cubaine contre le régime autoritaire de Fulgencio Batista. Dans son allocution d'ouverture, la commissaire du festival, Zehira Yahi, a indiqué que cette édition proposait des films «inédits» et «récents».

Saluant la «contribution» de plusieurs partenaires qui ont rendu possible la tenue de cette édition, elle s'est félicitée de la programmation de films primés de prestigieuses dis-

tinctions dont «Moi, Daniel Blake» de Ken Loach, Palme d'or au Festival de Cannes 2016. Parallèlement aux projections, des tables rondes sur le cinéma seront animées, entre autres, par des cinéastes et producteurs algériens et étrangers.

Des professionnels du 7^e art algérien et étranger font partie du jury (documentaire et fiction compris) de cette édition qui rendra des hommages à des figures du cinéma algérien dont la réalisatrice Djamilia Sahraoui. Dix-sept films, dont «Ouled Mokrane», du réalisateur algérien Amor Hakkar, seront projetés en compétition du 7^e Fica qui se poursuit jusqu'au 8 décembre à la salle El Mouggar et à la Cinémathèque d'Alger.

A. S./APS

8^e Festival international de musique symphonique

Afrique du Sud, Japon, Syrie et Tunisie au deuxième soir

L'Afrique du Sud, le Japon, la Syrie et la Tunisie ont animé, jeudi à Alger, la deuxième soirée du 8^e Festival culturel international de musique symphonique avec des programmes qui ont mis à l'honneur de grandes œuvres des répertoires de la musique universelle et populaire. Présentant leurs programmes dans ce festival ouvert le 30 novembre, les quatre orchestres se sont succédé durant plus de trois heures sur la scène du prestigieux Opéra d'Alger Boualem-Bessaih devant un public nombreux. L'Orchestre de l'Afrique du Sud a ouvert la soirée avec une dizaine de pièces aux contenus classique et populaire, rendues en deux parties dans une ambiance festive, caractérisant le tempérament sud-africain. Interprétées avec brio par des instrumentistes issus de grandes écoles de musique, de célèbres compositions dans les genres classique et gospel, à l'instar de Giuseppe Verdi (1813-1901),

Franz Lahar (1870-1948), Giacomo Puccini (1858-1924) ou encore Nicholas Brodsky (1905-1958) respectivement, ont été servies au public, accompagnées de danses zoulous, dans des atmosphères de joie et de bien-être. Le pianiste japonais Toshiki Usui et sa compatriote Enokido Fuyuki au koto (harpe japonaise), composant le «Duo Yokohama Sinfonietta», ont produit, ensuite, un grand moment de musique, alignant dans un exercice de virtuose, six pièces dans un genre traditionnel aux arrangements modernes. Entonnés par Enokido Fuyuki, des chants planants inspirant le patrimoine nippon étaient soutenus au piano par un fond d'accompagnement psychédélique aux intervalles espacés et aux exigences techniques aigues dans une fusion des genres qui a suscité l'adhésion du public. Alliant l'authenticité du contenu à la modernité de la forme, le duo japonais a fait bonne impression concluant avec

«Libertango» du compositeur argentin Astor Piazzola (1921-1992). Dans un tout autre registre, «La Chorale de chambre de l'Institut supérieur de musique de Syrie», dirigée par le chef de chœurs Missak Baghboudarian, a promené l'assistance dans une randonnée prolifique à travers une dizaine de pièces populaires du patrimoine proche-oriental. Entamant le voyage avec «Taleet ya mahla nourha» de Said Darwiche, les douze choristes dont six femmes, répartis sur les quatre pupitres soprano-alto pour les voix féminines et ténor-basses pour les voix masculines, ont transité dans une belle distribution polyphonique, par le Liban des Frères Rahbani, le folklore irakien, puis syrien, ajoutant à ce beau cocktail une virée traditionnelle mexicaine, pour terminer ce périple onirique en beauté avec «Leyletna» de Zaki Nassif. Sous la direction de Hafeed Makni, l'Orchestre symphonique tunisien a choisi,

pour clore la soirée, un florilège d'une dizaine d'œuvres de référence appartenant à de grands compositeurs de la musique universelle, mettant en valeur leur génie créatif, rendu dans la rigueur académique et la maîtrise technique des 30 musiciens composant l'orchestre. La voix suave à la tessiture large de la cantatrice Emira Dakhliya dans «Habanera» opéra Carmen de Georges Bizet (1838-1875), «Una voce poco fa» de Gioacchino Rossini (1792-1868), «Les noces de Figaro» de Wolfgang Amadeus Mozart (1756-1791), et la virtuosité et la maîtrise technique de la harpiste française Maia Darmé dans «Concerto pour harpe» de François Adrien Boieldieu (1775-1834), ont donné au spectacle une solennité au ton relevé. En présence des ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques accréditées à Alger des pays à l'affiche de la soirée de jeudi, le public de l'Opéra d'Alger, qui a savouré

sobrement chaque instant de la soirée, a eu du bon répondant à l'égard des concertistes, les applaudissant longtemps, l'enfant Wassim Makni aux percussions, âgé seulement d'une douzaine d'années notamment. Le 8^e Festival culturel international de musique symphonique se poursuit jusqu'au 4 décembre, avec 13 pays invités, dont l'Espagne, l'Autriche et la France, invité d'honneur au programme de la soirée de vendredi.

Racim C.



Librairie multi livres (Cheikh)

A partir de lundi

Oran : Festival «Nuits de la chanson oranaise»

Le public d'Oran sera au rendez-vous avec le Festival «Nuits de la chanson oranaise»

Vente-dédicace

La librairie «Tout pour l'Algérie» organise le samedi 3 décembre 2016 à 10h une vente dédicace avec M. Ali Haroun.

Ouvrages disponibles :

«La 7^e Wilaya», «L'été de la discorde», «Le rempart», «L'éclaircie».

Lieu : Route du lycée - Zeralda (cité des 66 logts).

lundi prochain à la salle de cinéma «Es-saada» au centre-ville, a-t-on appris auprès de la direction de la culture. Les soirées de ce festival, qui s'étalera jusqu'au 14 décembre, seront dirigées par le maestro Bey Bekkai, Gherbal Abdellah, Bousrima Bouziane et Sifaoui Houari en musique et générique, a indiqué la même source. Ces nuits artistiques seront animées par des chanteurs connus qui reproduiront des chansons oranaises, aux côtés de voix jeunes portant le flambeau de ce genre musical et qui n'ont pas eu l'occasion de participer à la 9^e édition du Festival de la musique et de la chanson oranaise, orga-

nisée du 9 au 10 juillet dernier, a-t-on ajouté. Des soirées artistiques sont programmées à cette occasion dans les résidences universitaires «30^e anniversaire», «Belbouri-Said» d'Es Sénia, «Othmania», «1 000 lits», «USTO» et «El Moutatawaa» (le volontaire). La soirée de clôture de cette manifestation sera marquée par la présentation d'un cocktail de chants religieux du genre Meddahate par la troupe «El Afrah» d'Oran au profit des locataires de l'hospice de personnes âgées, à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennaboui, a-t-on encore indiqué.

R. C.

Agenda culturel
Opéra d'Alger Du 30 novembre au 4 décembre : Festival International de musique symphonique.
Musée national du Bardo Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Coup-franc direct

Les académies étrangères, une solution ?

Par Mahfoud M.

En l'absence d'un travail sérieux chez nos clubs dits professionnels, ce sont les clubs étrangers qui ont pris le taureau par les cornes et investissent en Algérie pour la création d'académies et d'écoles. Ainsi, après les deux clubs espagnols, l'Espagnol de Barcelone, et l'Atletico de Madrid, c'est au tour de l'AC Milan de s'implanter chez nous et de créer son Académie de football. La venue de ces écoles prestigieuses est-elle la solution pour la relance de notre football, sachant qu'ils ramèneront le savoir-faire de ces grands d'Europe ? En fait, non. Il faut savoir que ces clubs font dans le commerce et ces écoles ne profiteront pas aux plus talentueux mais aux fils des riches qui y accéderont pour le prestige. Les jeunes et talentueux joueurs ne pourront pas faire partie de ces équipes car ils n'ont pas l'argent nécessaire pour payer les frais d'accès. Ainsi, on ne peut faire de la formation et on n'aura pas les joueurs capables d'apporter le plus à nos clubs. Il faut plutôt que les formations des Ligues I et II mettent le paquet et investissent dans les infrastructures pour espérer relever la tête et tenter de relancer la machine.

M. M.

Formation

L'école de l'AC Milan inaugurée en Algérie

L'ÉCOLE de football de l'AC Milan, la première en Afrique, a été officiellement inaugurée jeudi à Alger, en présence de l'ancien défenseur et capitaine emblématique du club italien, Franco Baresi. L'école «AC Milan Algérie» aura pour vocation de prospecter les jeunes talents à travers tout le territoire national en coordination avec les techniciens italiens du club lombard et le partenaire de cette institution, le club sportif professionnel Arab Foot. «Notre objectif est d'inculquer la philosophie de l'AC Milan et du football italien aux jeunes Algériens, car nous savons que l'Algérie possède un réservoir inépuisable de jeunes talents qui aiment le football», a déclaré Baresi. «Notre méthode est basée sur le dialogue entre les entraîneurs, les dirigeants et bien sûr les joueurs», a-t-il ajouté. De son côté, le directeur des écoles et des académies de l'AC Milan à travers le monde, Alessandro Gianni, a indiqué que «les techniciens italiens donneraient leurs chances à tous les jeunes prospectés dans l'espoir de les voir intégrer le centre de formation de l'AC Milan en Italie». Selon l'ancien joueur des «Rossoneri», Davide Corti, qui a été désigné entraîneur en chef de l'école «AC Milan Algérie», les meilleurs joueurs algériens intégreront «Milanello» (centre d'entraînement et de formation du club, ndlr) à leurs 18 ans. La prospection et les recrutements des joueurs qui intégreront l'école AC Milan Algérie se feront à travers l'organisation de tournois au niveau du stade de l'Ecole des sciences et de technologie du sport de Delybrahim (Alger) et au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales de Souidania (Alger Ouest). Concernant les tarifs d'inscription, le directeur d'Arab Foot, Yazid Slimani, a indiqué qu'ils s'élevaient entre 8 000 et 12 000 dinars par mois, avançant «la possibilité de prendre en charge un jeune talentueux dans le besoin». Les intervenants de la conférence de presse qui s'est déroulée jeudi à l'hôtel Hilton d'Alger ont également insisté sur la formation psychologique des joueurs. «La construction de la personnalité du joueur, en parallèle avec sa formation sportive, est très importante pour nous. Notre préoccupation est de former des joueurs responsables sur et en dehors des terrains de football», a déclaré Alessandro Gianni. Le champion du monde-82 Franco Baresi a, de son côté, estimé qu'«un joueur professionnel de football était une personne spéciale qui doit donner l'exemple à travers un comportement irréprochable». L'AC Milan compte 12 écoles de football à travers le monde qui regroupent quelque 9 000 jeunes joueurs.

Nominés pour le 11 de l'année Fifa/FIFPro Ryad Mahrez oublié

L'INTERNATIONAL algérien de Leicester City (Premier League), Ryad Mahrez, est incontestablement le grand absent de la liste des 55 nominés pour le onze mondial de l'année, une distinction prévue le 9 janvier avec les autres prix de la Fifa, selon la liste publiée jeudi par la FIFPro, le syndicat international des joueurs. Meilleur joueur de Premier League la saison dernière et sacré champion d'Angleterre avec Leicester, le milieu offensif algérien n'a pas été plébiscité par les 25 000 joueurs pro dans 75 pays recueillis par la FIFPro. Mahrez avait été nommé pour le Ballon d'Or 2016 de France Football et «the Best» de la FIFA. Outre Mahrez, d'autres grands joueurs ne figurent pas parmi les 55 nominés à l'instar de Wayne Rooney, Iker Casillas, Arjen Robben, Yaya Touré, Vincent Kompany ou encore James Rodriguez. En revanche, neuf nouveaux apparaissent pour la 1^{re} fois dans les nominés : les Français Antoine Griezmann, N'Golo Kanté et Dimitri Payet, l'Ivoirien Serge Aurier, l'Espagnol Hector Bellerin, l'Italien Leonardo Bonucci, le Belge Kevin De Bruyne, l'Argentin Paulo Dybala et l'Anglais Jamie Vardy. La liste des 55 nominés résulte du vote de plus de 25 000 joueurs pro dans 75 pays recueillis par la FIFPro.

Rappel du onze de 2015 : Neuer (Bayern Munich) - Alves (Barcelone), Sergio Ramos (Real Madrid), Thiago Silva (Paris SG), Marcelo (Real Madrid) - Pogba (Juventus Turin), Iniesta (Barcelone), Modric (Real Madrid) - Messi (Barcelone), Ronaldo (Real Madrid), Neymar (Barcelone)

Ligue I Mobilis (13^e journée) L'USM Bel-Abbès bat l'USMA

■ L'USM Bel-Abbès a battu l'USM Alger sur le score de 2 buts à 1, jeudi à Sidi Bel-Abbès, en ouverture de la 13^e journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis.

Les Scorpions étaient plus forts



Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Annoncé comme un déplacement périlleux pour le leader, l'USM Alger est tombée dans le piège tendu par l'USM Bel-Abbès. Dans un stade du 24-Février 1956 (Sidi Bel-Abbès) plein à craquer, «Les Scorpions» ont fait le plus dur en première période grâce à deux réalisations signées Balegh (7') et Kourbiaa (32'). Le premier but a été inscrit

sur balle arrêtée, alors que le second a été scoré à la suite du mauvais alignement de la défense de l'USMA. Condamnés à réagir, les visiteurs ont essayé par tous les moyens de revenir dans la partie durant la seconde période, sans grand succès. Andria (54') a vu sa reprise de volée s'écraser sur la transversale des bois adverses, alors que Beldjilali a lamentablement raté son face à face avec le portier Toual (80'). Devant l'insistance

des attaquants de l'USMA, l'arrière-garde de l'USMBA, fragilisée par l'expulsion de Znasni à la 58^e minute, a fini par céder à la dernière minute du temps réglementaire suite à la réduction du score de Andria (90'). Un but anecdotique pour l'international malgache qui n'évite pas à son équipe d'essuyer sa 4^e défaite de la saison, mais qui reste leader (23 pts).

Pour sa part, l'USMBA remonte de la 8^e à la 7^e place (18 pts), à égalité de points avec la JS Saoura (6'). A la suite de ce résultat, les Rouge et Noir risquent de perdre leur fauteuil de leader au profit du MC Oran, à condition que ce dernier gagne face à la JS Saoura.

M. M.

Commission des réformes de la CAF Raouraoua assiste à la réunion à Yaoundé

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football, Mohamed Raouraoua, a pris part aux travaux de la Commission des réformes de la Confédération africaine (CAF) qui s'est réunie pour la première fois les 27 et 28 novembre à Yaoundé, au Cameroun, en marge de la Coupe d'Afrique des Nations féminine CAN-2016, a indiqué l'instance fédérale mercredi. Outre le président de la FAF, les dix autres membres de cette Commission, que préside le président de la CAF, Issa Hayatou, ont pris part à ces travaux, précise la même source. La commission des réformes de la CAF a été mise sur pied à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire de la Confédération africaine de football tenue le 29 septembre 2016 au Caire. Les travaux de Yaoundé se sont déroulés autour de trois axes principaux à savoir : l'étude des propositions formu-

lées par les associations nationales, l'étude des propositions mises en veilleuse pour un examen approfondi subséquent, suggérées par le groupe de travail mis sur pied en mai 2016 pour travailler à l'arrimage des statuts de la CAF aux nouveaux statuts de la FIFA, l'étude des propositions à soumettre par les membres de la Commission, souligne le site officiel de la FAF. Le chronogramme retenu veut que la Commission soumette ses propositions de réformes au Comité Exécutif au plus tard le 2 janvier 2017. Ces propositions seront examinées, discutées et adoptées en principe par le Comité Exécutif au cours de sa session du 12 janvier 2017 à Libreville au Gabon. Ainsi, elles pourront figurer dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de la CAF prévue à Addis-Abeba en Ethiopie le 16 mars 2017.

CAN 2017

Abid Charef et Etchiali choisis par la CAF

LES ALGÉRIENS Mehdi Abid Charef et Abdelhak Etchiali figurent dans la liste des 38 arbitres retenus par la Confédération africaine de football (CAF) pour officier lors de la 31^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations, prévue du 14 janvier au 5 février 2017 au Gabon. Mehdi Abid Charef sera parmi les 17 arbitres centraux et Abdelhak Etchiali aux côtés des 21 assistants. Le nombre des arbitres sélectionnés pour «Gabon 2017» connaît une baisse puisqu'il était de 44 (22 arbitres, autant d'assistants) lors de la précédente édition disputée, il y a deux ans, en Guinée équatoriale. La liste comprend également des ténors du sifflet continental, à l'instar du Sud-Africain Daniel Frazer Bennett, le Camerounais Néant Alioum (Cameroun), le Sénégalais Malang Diédhiou et le Gambien Bakary Gassama. Ce dernier est meilleur sifflet du continent ces deux dernières années.

JAJ-2018 Signature de l'accord d'organisation de la 3^e édition

LE PROTOCOLE d'accord attribuant à Alger l'organisation de la 3^e édition des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018) a été signé mercredi, au siège de la wilaya d'Alger, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. Cet accord a été signé par le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et le président de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa), l'Ivoirien Lassana Palenfo. «Nous serons prêts et à la hauteur de la confiance que l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa) a placée en nous. La ville d'Alger mettra tous les moyens pour réussir les JAJ-2018 dans un climat de fraternité, de convivialité et de sportivité», a déclaré à la presse le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sénégal

Décès du sculpteur Ousmane Sow

LE SCULPTEUR sénégalais Ousmane Sow, connu pour ses sculptures monumentales de guerriers qui ont fait le tour du monde, est décédé jeudi à l'Hôpital Principal de Dakar à l'âge de 81 ans, a annoncé sa famille à des médias.

Qualifié par le ministre sénégalais de la Culture, Mbagnick Ndiaye, d'«ambassadeur de la culture sénégalaise et africaine», Ousmane Sow «emporte avec lui rêves et projets que son organisme trop fatigué n'a pas voulu suivre», ont déclaré ses proches.

Le grand public l'a découvert en 1999 lors d'une rétrospective sur le Pont des Arts à Paris. Ses guerriers Masai du Kenya, lutteurs de l'ethnie Nouba du Sud Soudan, Indiens d'Amérique, colosses figés dans le mouvement, attirent alors plus de trois millions de personnes.

Né le 10 octobre 1935 à Dakar, il n'est devenu artiste qu'à 50 ans après avoir exercé comme kinésithérapeute en banlieue parisienne et au Sénégal. Sa connaissance des muscles et de l'anatomie lui servira pour ses créations. «Je peux me bander les yeux et faire un corps humain de la tête aux pieds», confiait-il.

Il a été le premier Africain à rejoindre en 2013 l'Académie française des beaux-arts en tant que membre associé étranger.

R. C.

Les 8 et 9 décembre

Salon en ligne des études en France

UN SALON en ligne des études en France sera organisé les 8 et 9 décembre, pour la première fois au Maghreb et en Afrique, par Campus France Algérie, annonce jeudi un communiqué de cet organisme.

Pendant ces deux journées, 34 établissements d'enseignement supérieur répondront en direct aux questions des étudiants algériens, sur la Plateforme d'accès: <http://salondz.campusfrance.or>

Grâce à sa plateforme interactive, le salon virtuel offre «la possibilité aux étudiants algériens, de tous horizons, de dialoguer en direct depuis leur ordinateur ou smartphone avec plus de 30 établissements d'enseignement supérieur français et de s'informer sur les différents diplômes proposés pour la rentrée 2017 sans avoir à se déplacer», a détaillé la même source.

C'est une «occasion unique» offerte par Campus France Algérie afin d'orienter les étu-

dants dans le choix d'un cursus adapté et de leur expliquer les différentes procédures d'inscription à l'université, en écoles d'ingénieur, d'art et de commerce en France.

Pour la 1^{re} édition du salon, 34 établissements d'enseignement supérieur français accueilleront les étudiants sur leur stand virtuel et répondront en direct aux questions des étudiants, avec 17 écoles de commerce et de management, 7 écoles d'ingénieur, et 3 écoles d'art. «La France demeure la première destination des étudiants algériens en mobilité à l'étranger avec 800 accords de coopération entre les universités françaises et algériennes et 23 000 étudiants sur les bancs des établissements d'enseignement supérieur français», selon la même source, précisant qu'en 2016 plus de 7 300 étudiants algériens ont commencé leur cursus en France.

R. S.

Tipasa

Une mineure kidnappée, libérée par la police

LES SERVICES de police spécialisés dans la protection de l'enfance relevant de la sûreté de la wilaya de Tipasa ont libéré, la semaine dernière, une mineure de 13 ans qui avait été kidnappée, indique un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Conformément aux dispositions du plan national Alerte rapt/départition d'enfants, les services de police spécialisés dans la protection de l'enfance de la sûreté de la wilaya de Tipasa ont libéré une mineure (13 ans), après avoir perquisitionné le domicile d'un suspect».

Agé de 23 ans, le suspect était, ces derniers mois, en contact avec l'adolescente via les réseaux sociaux, a indiqué le

communiqué. La maman a signalé la disparition de sa fille qui n'était pas rentrée de l'école, selon la même source. La DGSN a tenu à préciser que la jeune fille a été libérée à la faveur du «professionnalisme et de l'intervention des équipes spécialisées de la police judiciaire».

Le chargé de communication de la DGSN, le commissaire divisionnaire Laroum Amer a appelé tous les citoyens, notamment les parents, à surveiller leurs enfants en ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux.

La DGSN met à la disposition des citoyens 24h/24 le numéro vert 104 pour signaler les disparitions et le rapt d'enfants, le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17.

K. L.

ABDELMALEK SELLAL À PROPOS DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ON SE DIRIGE VERS UNE ZONE DE TURBULENCE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Décès d'Amar Ezzahi

Imposantes funérailles populaires pour le maître du chaâbi

■ Des milliers de personnes ont accompagné jeudi à sa dernière demeure le maître incontesté de la chanson chaâbi, Amar Ezzahi, décédé la veille à son domicile à Alger à l'âge de 75 ans.

Par Racim C.

Admirateurs anonymes, amis de l'artiste, ainsi que des responsables d'institutions et de partis politiques étaient présents au cimetière d'El Kettar, à Alger, où reposent de grandes figures de la chanson populaire algéroise à l'exemple de Hadj M'hamed El Anka, Boudjemâa El Ankis et El Hadj Mrizek.

Des figures connues de la musique chaâbi, comme Abdelkader Chaou, Aziouez Raïs, Abderrahmane El Kobbi ou encore Boualem Rahma et Laazizi Abdelkader, élève de Hadj M'hamed El Anka, ont également assisté à l'enterrement.

C'est sous les youyous et les clameurs de la foule massée devant l'immeuble où l'artiste avait vécu que le cortège accompagnant la dépouille mortelle d'Ezzahi, recouvert de l'emblème national, s'est ébranlé vers le cimetière.

Plus tôt dans la matinée, la foule avait occupé les rues à proximité du domicile mortuaire, tandis que les artères et rues menant au cimetière étaient embouteillées, ralentissant le trafic automobile dans presque tout le centre-ville d'Alger.

La veille, dès l'annonce de la disparition de l'artiste, des fans de tous âges venant de différents quartiers d'Alger et d'autres villes ont afflué, jusque très tard dans la soirée, vers le domicile du chanteur disparu pour lui rendre un dernier hommage.

L'annonce du décès d'Amar Ezzahi avait également suscité de nombreuses réactions d'ar-

tistes, unanimes à qualifier sa disparition de «perte inestimable» pour la culture algérienne, devenue orpheline d'un «artiste d'exception» et à la «modestie sans pareille».

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait, dans un message de condoléances, estimé que l'Algérie perdait en Amar Ezzahi «une icône de la chanson chaâbi et un talentueux créateur qui a passé sa vie au service du patrimoine musical national, et qui a légué au champ culturel des chansons éternelles».

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a, lui aussi, dans un message personnel de condoléances parvenu jeudi l'APS, salué la mémoire d'un «pilier de l'art chaâbi authentique» et rendu hommage à l'homme connu pour «sa simplicité et sa modestie», alors que le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, déplorait la perte d'un «symbole» et d'un «monument» de la scène artistique en Algérie.

Par ailleurs, la disparition du célèbre interprète de «Zinouba» a fait la Une des principaux journaux algériens paraissant jeudi et les utilisateurs des réseaux sociaux ont rendu hommage à l'artiste en partageant des enregistrements de fêtes familiales, numérisées par ses fans qui ont également tenu, à travers la toile, à rendre un vibrant hommage à la modestie du chanteur.

Amar Ezzahi, Amar Aït Zaï de son vrai nom, a débuté sa carrière à la fin des années 1960 en s'inspirant du style de Boudjemâa El Ankis, autre grand

interprète du chaâbi, disparu en 2015.

Réputé pour sa discrétion, l'artiste animait depuis près de cinquante ans des fêtes familiales, mais sa dernière apparition sur scène remonte à 1987 à Alger, lors d'un concert donné à la salle Ibn-Khaldoun.

Amar Ezzahi lègue une œuvre musicale impressionnante de richesse, interprétée durant cinquante ans avec un style unique qui continue d'influencer de nombreux artistes.

R. C./APS

En une semaine Saisie de plus de 350 000 pétards à Alger

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi, cette semaine, plus de 350 000 unités de produits pyrotechniques, a déclaré, jeudi à l'APS, le chargé de l'information à la Sûreté d'Alger.

«Dans le cadre de la lutte contre la vente des produits pyrotechniques en milieu urbain qui prend de l'ampleur, notamment à l'occasion du mawlid ennabaoui, les services de police de la Sûreté d'Alger ont saisi 351 000 unités de produits pyrotechniques», a précisé le lieutenant Ibaazaten Mouloud.

Le même responsable a précisé que les produits constitués essentiellement de pétards, de feux d'artifice et de fumigènes ainsi que d'autres produits pyrotechniques, ont été saisis lors de descentes effectuées au niveau de La Casbah, Bab El Oued et El Hamiz.

L. O.